

Art. 47. – Les modalités d'accès, la durée des différentes formations à l'Institut, les conditions d'évaluation, d'admission et de délivrance des diplômes sont fixées par arrêté du ministre chargé de la Justice.

Toutefois en ce qui est du personnel judiciaire et pénitentiaire, ces dispositions sont prises par arrêté conjoint du ministre chargé de la Justice et du ministre chargé de la Fonction publique.

TITRE VI

Dispositions transitoires et finales

Art. 48. – Jusqu'à sa construction et à son ouverture effective, l'Institut fonctionne soit de façon autonome dans les locaux de l'Ecole nationale d'Administration, soit dans des locaux prévus à cet effet.

Art. 49. – Jusqu'à la nomination des Présidents des juridictions suprêmes et des procureurs généraux près ces juridictions, le Conseil de Gestion prévu à l'article 8 est ainsi composé :

- Le Président de la Chambre judiciaire de la Cour suprême ou son représentant, président ;
- Le Président de la Chambre administrative de la Cour suprême ou son représentant ;
- Le Président de la Chambre des Comptes de la Cour suprême ou son représentant ;
- Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice ou son représentant ;
- Le Procureur général près la Cour suprême ou son représentant ;
- Le ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant ;
- Le ministre de la Fonction publique ou son représentant ;
- Le directeur de l'U.F.R. des Sciences juridiques, administratives et politiques d'Abidjan ou son représentant ;
- Un administrateur des greffes et parquets désigné par le ministre chargé de la Justice ;
- Un régisseur de Maison d'Arrêt et de Correction désigné par le Ministre chargé de la Justice ;
- Un maître-conseiller d'éducation surveillée désigné par le ministre chargé de la Justice ;

Art. 50. – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment les dispositions du décret n° 97-25 du 15 janvier 1997 ci-dessus visé, relatives à l'Ecole de la Magistrature.

Art. 51. – Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 février 2005.

Laurent GBAGBO.

DECRET n° 2006-258 du 9 août 2006 déterminant les modalités de désignation des membres de la Commission nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu la Constitution ;

Vu la décision n° 2005-08/PR du 15 juillet 2005 portant création de la Commission nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-70 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Le présent décret détermine, en application de l'article 6 de la décision n° 2005-08/PR. du 15 juillet 2005 portant création de la Commission nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, les modalités de désignation des membres de la CNDHCI.

Art. 2. – La Commission nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire (CNDHCI) est composée de membres avec voix délibérative et de membres avec voix consultative.

Art. 3. – Sont membres de la CNDHCI avec voix délibérative :

- Quatre représentants de l'Assemblée nationale désignés par le bureau de l'Assemblée nationale ;
- Deux représentants du Conseil économique et social désignés par le bureau du Conseil économique et social ;
- Deux représentants du Médiateur de la République ;
- Deux représentants du Conseil supérieur de la Magistrature ;
- Deux représentants de l'Ordre des Avocats ;
- Un représentant par centrale syndicale ;
- Quatre personnalités reconnues pour leurs compétences dans le domaine des droits de l'homme, dont au moins une femme ;
- Trois personnalités du monde religieux ;
- Trois représentants du monde paysan, dont au moins une femme ;
- Un représentant de chacune des parties signataires de l'Accord de Linas Marcoussis.

Art. 4. – Les trois représentants du monde paysan sont désignés, après concertation, par les ministres en charge respectivement de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement.

Les trois personnalités du monde religieux sont désignées par le ministre en charge des Cultes après consultation des dignitaires des principaux courants religieux.

Les quatre personnalités reconnues pour leur compétence dans le domaine des droits de l'Homme sont désignées par le ministre en charge des Droits de l'Homme.

Les autres associations ou organisations désignent en leur sein leurs représentants selon les modalités définies par les textes qui les régissent.

Art. 5. – Sont membres de la CNDHCI avec voix consultative :

- Un représentant du Premier Ministre ;
- Un représentant du ministère en charge des Affaires étrangères ;
- Un représentant du ministère en charge de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Un représentant du ministère en charge de la Défense ;
- Un représentant du ministère en charge de l'Intérieur ;
- Un représentant du ministère en charge de l'Education nationale ;
- Un représentant du ministère en charge de la Santé publique ;
- Un représentant du ministère en charge de la Famille et des Affaires sociales ;
- Un représentant du ministère en charge de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- Un représentant du ministère en charge de la Solidarité et des Victimes de guerre ;
- Un représentant du ministère en charge de la Réconciliation nationale et des Relations avec les Institutions.

Art. 6. – Pour ses travaux, la commission peut recourir à des compétences extérieures.

Art. 7. – Le ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 9 août 2006.

Laurent GBAGBO.

MINISTRE DE LA SECURITE

Actes disciplinaires

LE MINISTRE DE LA SECURITE,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 79-476 du 6 juin 1979 portant règlement sur la discipline générale ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2006-11 du 22 février 2006 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1020 MI. DGP. DPPN. du 25 juillet 2006 portant déferement devant le Conseil d'Enquête ;

Vu le procès-verbal de réunion du Conseil d'Enquête n° 50 MI. DGP. DPPN. CE. du 8 septembre 2006 ;

ARRETE :

ARRETE n° 1845 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006. – Un retrait d'emploi d'une durée de six mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est infligé aux sous-officiers de Police KOUASSI Koffi Séraphin, mle 8082, mécano 288 822-T, MELEHE Droutauhy Aubin, mle 8189 mécano 288 758-S, MAHAN Gniombléhi Stéphane, mle 8182, mécano 288 693-A, TOURE Sounan Désiré, mle 9835, mécano 300 093-C, WAWAYOU Zaro Séraphin, mle 9864, mécano 300 675-X et KOUAKOU Yao Jérôme, mle 6930, mécano 260 683-P, en service à la direction des Unités d'Intervention (DUI) pour faute contre l'honneur, le devoir et la probité (indélicatesse) et manquements aux ordres et consignes (abandon de poste et infractions aux consignes).

Dans cette position, les intéressés n'auront droit qu'aux allocations familiales auxquelles ils peuvent prétendre.

ARRETE n° 1846 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006. – Un retrait d'emploi d'une durée de quatre mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est infligé à l'officier de Police SERI Mathurin, mécano 151 861-Y, en service à la direction de la Surveillance du Territoire, pour faute contre l'honneur (indélicatesse) et manquements aux ordres et consignes.

Dans cette position, l'intéressé n'aura droit qu'aux allocations familiales auxquelles il peut prétendre.

ARRETE n° 1847 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006. – Un retrait d'emploi d'une durée de 10 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est infligé au sous-officier de Police OBOU Jean Yves, mle 7058, mécano 260 799-T, en service à la préfecture de police de Gagnoa, pour faute contre l'honneur (indélicatesse), manquements aux ordres et consignes (infractions aux consignes et manquements à l'accomplissement du travail).

Dans cette position, l'intéressé n'aura droit qu'aux allocations familiales auxquelles il peut prétendre.

ARRETE n° 1848 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006. – Un retrait d'emploi d'une durée de quatre mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est infligé au sous-officier de Police OUAYORO Ganhou Emile, mle 2994, mécano 122 871-M, en service à la direction de la Police des stupéfiants et des Drogues pour faute contre l'honneur et la probité (indélicatesse).

Dans cette position, l'intéressé n'aura droit qu'aux allocations familiales auxquelles il peut prétendre.

ARRETE n° 1849 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006. – Un retrait d'emploi d'une durée de 10 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est infligé aux sous-officiers de police TEBILY Simplicie, mle 8692, mécano 293 115-L, DAN Ban Emmanuel, mle 1384, mécano 293 644-D, GNAMAKA Franck, mle 1883, mécano 293 666-D, AMON Amongui Honoré, mle 0942, mécano 293 513-J, KOFFI Kouassi André, mle 4540, mécano 293 105-S et DAYORO Charles, mle 9128, mécano 299 782-E, respectivement en service à la préfecture de police d'Abidjan et la direction des Unités d'Intervention, pour faute contre la conduite (rixes) et manquements aux ordres et consignes (infractions aux consignes et abandon de poste).